

Bonne ou mauvaise, l'idée de Salvini de créer une monnaie parallèle, alternative à l'euro, les MiniB0Ts ?

écrit par Marcher sur des oeufs | 13 juin 2019



Les journalistes, spécialistes et analystes ne sont pas d'accord **A propos des MiniB0Ts...** A vous de juger.

XXXXXXXXXX

Le parlement italien a voté une motion demandant au gouvernement d'accélérer l'émission de mini-B0Ts, une sorte de monnaie nationale alternative à l'euro. Les mini-B0Ts sont des mini-bons du Trésor (Buoni Ordinario del Tesoro). Ce sont en fait une reconnaissance de dette en petite coupure de la part de l'Etat italien qu'il utiliserait pour honorer ses dettes. Des dettes envers des citoyens ou des entreprises à qui il doit des retours d'impôts ou des dettes envers des fournisseurs à qui il doit encore payer des factures. C'est une manière de couvrir son déficit sans augmenter sa dette.

– Payer ses impôts en mini-B0Ts

Imaginons un vendeur de fournitures de bureau italien. Il a vendu pour 1000€ de bics et de papier à l'administration italienne. La facture n'a pas encore été honorée. L'Etat pourrait le payer, non pas en euro, mais en mini-BOTs. La particularité, c'est que le vendeur de fourniture ne pourrait utiliser le document que pour payer l'Etat : payer ses impôts par exemple ou une amende ou ses taxes communales. Ces titres circuleraient donc hermétiquement en Italie uniquement et ne seraient pas convertibles en euro.

Voilà pour l'idée de base, « *mais l'on peut penser que ces mini-bons du Trésor commencent à circuler comme une monnaie en Italie, imagine Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG. En fait, un commerçant pourrait très bien accepter d'être payé en mini-BOTs puisqu'il pourrait l'utiliser lui-même pour payer ses impôts* ». Le vendeur de bics et de papier recevrait donc ses 1000€ en mini-BOTs, commencerait à payer son épiciers avec ces bons. L'épiciers, lui, payerait ses fournisseurs avec ces bons. Les fournisseurs payeraient leurs producteurs avec ces bons. Les producteurs payeraient leurs impôts à l'Etat avec ces bons. La boucle est bouclée.

L'Etat s'engage à accepter ces mini-bons du Trésor**. Si à la fin de la boucle ils reviennent à l'Etat ils auront toujours de la valeur. Ça deviendrait donc une sorte de monnaie parallèle alternative à l'euro.**

Un outil politique plus qu'économique

*****Ces mini-BOTs ont été imaginés et sont promus par la Lega****, le parti au pouvoir de Matteo Salvini. Ils sont eurosceptiques, accusent l'Europe d'être trop rigide sur le plan budgétaire et de brider leur volonté de dépense pour relancer la croissance. **Avoir une quasi-monnaie parallèle italienne serait donc un atout dans le bras de fer avec l'Europe qui demande à l'Italie, au contraire, de réduire ses dépenses : « C'est avant tout un instrument politique tranche Eric Dor. C'est une arme de négociation pour la Lega et Matteo**

Salvini parce que ce qu'ils veulent, ce n'est pas forcément sortir de la zone euro mais plutôt des grosses réformes. Ils exigent de l'Europe la limitation du déficit et de la dette, des règles plus souples et que la BCE puisse financer directement les Etats. Et donc l'argument de la Lega c'est de dire « réformer la zone euro ou nous la quittons » ». Cet instrument des mini-BOTs rend donc la menace crédible puisqu'elle faciliterait la transition vers une sortie de l'euro.

En cas de projet d'abandon de l'Euro, la Banque Centrale Européenne cesserait de financer les banques du pays qui a ces aspirations, il y aurait aussi des fuites de capitaux. C'est cela qui rend une sortie de la zone euro très hasardeuse, il y aurait une pénurie de liquidité : *»C'est en ça que les promoteurs des mini-BOTs s'en serviraient, comme d'une monnaie. Ce qui éviterait cette pénurie de liquidité pendant la transition «.*

Au demeurant, la titrisation d'une dette, comme ce serait ici le cas, n'a rien de très original. Ce qui inquiète les marchés dans ce projet italien, c'est l'idée sous-jacente d'un instrument qui pourrait faciliter le retour de l'Italie à une monnaie nationale.

https://www.rtbef.be/info/economie/detail_l-italie-voudrait-creer-une-quasi-monnaie-nationale-parallele-a-l-euro?id=10239242

XXXXXXXXX

Jacques Sapir : “L’objectif du gouvernement italien est de créer une monnaie parallèle à l’euro”

Propos recueillis par [Franck Dedieu](#)

Publié le 06/06/2019 à 17:40

Alors que la commission européenne menace l’Italie de déficit excessif, le Parlement italien a voté la possibilité d’émettre des bons du Trésor très spéciaux, des miniBoTs. Ce nouvel instrument financier serait-il le préalable à une sortie de l’euro ou une carte dans la manche du gouvernement italien pour remporter la partie ?

Marianne : Quel serait le statut des miniBoTs (Buoni Ordinario Del Tesorero) : une monnaie parallèle ? Une forme de titrisation ? Un instrument de paiement pour acquitter ses impôts ?

Jacques Sapir* : Le gouvernement italien doit environ 50 milliards d’euros en impayés divers aux entreprises. Ces dernières ont, par ailleurs, accumulé des dettes fiscales (ainsi qu’aux assurances sociales) importantes. Les miniBoTs sont donc envisagés comme des instruments de compensation financière. L’Etat paierait ce qu’il doit en miniBoTs et les entreprises pourraient les utiliser pour payer leurs impôts.

Les miniBoTs auraient l’avantage d’alléger le poids des impôts pour les entreprises, en apportant une nouvelle liquidité, ceci permettant à ces dernières d’investir plus, et relançant ainsi la croissance. Si 50 milliards de ces miniBoTs sont émis, cela représenterait environ 3% du PIB. Les miniBoTs sont donc au départ un mécanisme fiscal. Mais, il est logique que ces miniBoTs circulent, d’abord entre les entreprises leur permettant de régler leurs dettes réciproques, puis, à terme,

plus largement dans la société. On peut ainsi envisager qu'une partie du salaire des employés soit payée en miniBoTs. D'ailleurs, le fait que les coupures prévues aillent de 200 à 5 euros montre que l'objectif du gouvernement est bien une circulation ample, donc une monnaie parallèle.

“Les marchés commencent à se demander si l'Italie ne prépare pas sa sortie de l'euro”

Pour les marchés financiers, ces minibBoTs paraissent un danger, pourquoi ?

J.S : Si les marchés s'inquiètent, c'est pour deux raisons. Tout d'abord, ce système revient à transférer une partie du pouvoir monétaire à l'Etat italien. Puis, ils ont compris la dynamique profonde de ce système. Dans un système à deux monnaies, soit la nouvelle échoue rapidement, soit elle remplace la première – ici l'euro – tout aussi rapidement. Bien sûr, cela dépendra des règles que l'Etat italien mettra à la circulation des miniBoTs, ce que l'on appelle leur pouvoir libérateur. Mais les marchés commencent à se demander si l'Italie ne prépare pas sa sortie de l'euro.

D'autres pays pourraient-ils imiter l'initiative italienne

J.S : Bien sûr, tout pays peut, en théorie, le faire et décider de payer les entreprises dans le cadre des marchés publics avec des bons du Trésor servant à payer les impôts. La présence d'arriérés de l'Etat aux entreprises, et d'arriérés fiscaux des entreprises à l'Etat, donne cependant en Italie une justification à cette initiative, dont on comprend qu'elle n'est pas simplement économique et qu'elle pourrait avoir un but tout autre qu'une simple compensation fiscale.

***Jacques Sapir est économiste, directeur d'études à l'EHESS.**

<https://www.marianne.net/economie/jacques-sapir-l-objectif-du-gouvernement-italien-est-de-creeer-une-monnaie-parallele-l-euro>

Voir aussi :
https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201906031041320059-mini-bots-italie-sortie-euro/

XXXXXXXXXX

Sur FIGAROVIX

– Les partisans d'un « Italexit » et d'une rupture franche avec l'euro, tel l'économiste et député de la Lega Claudio Borghi, militent pour des titres papier.

XXXXXXXXXX

FIGAROVIX/ENTRETIEN – Le gouvernement italien a annoncé l'émission de minibots, des mini-bons du Trésor, qui seraient susceptibles de devenir une monnaie parallèle à l'euro. Le décryptage de David Cayla.

David Cayla est économiste et maître de conférences à l'université d'Angers. Il publiait l'année dernière [L'économie du réel](#) (De Boeck supérieur, 2018) et est l'auteur, avec Coralie Delaume, de La Fin de l'Union européenne (Michalon, 2017), et de [10+1 Questions sur l'Union européenne](#) (Michalon, 2019).

Le parlement italien a voté une motion demandant au gouvernement d'accélérer l'émission de minibots, des mini-bons du Trésor (Buoni Ordinario del Tesorio). Quelle serait la forme de cette monnaie?

David CAYLA.- Le projet de minibots n'est pas de créer une monnaie au sens usuel du terme car ce sont des titres qui n'auront pas cours légal, qui ne seront pas convertibles et qui ne seront pas émis par le système bancaire. Il s'agit d'une monnaie fiscale, une reconnaissance de dette, que l'État italien envisage de faire circuler dans l'économie. Concrètement, les minibots serviront à payer les entreprises à qui l'État doit de l'argent par des titres de dette, titres qui seront en retour acceptés pour le paiement des impôts.

L'idée, en réalité, n'est pas nouvelle. En juillet 2009, la Californie, alors en situation de quasi-faillite, avait émis des bons comparables appelés IOU («*I owe you*», c'est-à-dire «je vous dois»). Au plus fort de la crise argentine, en 2001-2002, les provinces avaient émis des monnaies parallèles sur le même principe, la plus connue étant les bons patacón (*Bono Patacón*), émis par la province de Buenos Aires.

Les partisans d'un « Italexit » et d'une rupture franche avec l'euro, tel l'économiste et député de la Lega Claudio Borghi, militent pour des titres papier.

Contrairement aux monnaies argentines, les minibots italiens seraient émis sans intérêt et sans échéance. Par ailleurs, on ne sait pas quelle forme ils pourraient prendre, car il y a deux options possibles: soit une émission de titres virtuels exclusivement électroniques ; soit la création de titres papiers qui pourraient circuler sous forme de coupures identiques à celles d'un billet. Les partisans d'un «Italexit» et d'une rupture franche avec l'euro, tel l'économiste et député de la Lega Claudio Borghi, [militent pour des titres papier.](#)

Mais pour l'instant, toute cette affaire ne repose que sur une motion du Parlement italien votée juste après les élections européennes et qui demande leur mise en place accélérée conformément au programme de la coalition gouvernementale. La décision d'y recourir ou non, et sous quelle forme, est surtout entre les mains de l'exécutif italien. Or, le ministre des finances italien [refuse pour l'instant d'y avoir recours](#). C'est donc un scénario qui reste très incertain.

Ces bons du trésor peuvent-ils à terme circuler comme une «monnaie parallèle» en Italie?

À partir du moment où cette monnaie fiscale est, comme son nom l'indique, acceptée par l'État pour le paiement des impôts, alors toute personne qui paie des impôts en Italie peut être intéressée par en détenir. Mais sa circulation dépendra aussi de sa forme, matérielle ou virtuelle, de la confiance des individus dans son caractère sécurisé et de son acceptation en guise de paiement. Or, comme les minibots n'ont pas cours légal, il sera possible de les refuser en paiement. De plus, puisqu'ils ne donnent pas lieu à intérêt et ne peuvent servir qu'à payer l'administration fiscale, il s'agira d'une monnaie de second ordre, moins intéressante que l'euro et dont les détenteurs chercheront à se débarrasser au plus vite en la rendant au gouvernement italien dès qu'ils le pourront.

La Commission entend imposer de nouvelles mesures d'austérité, ce que le gouvernement refuse pour l'instant.

L'adage de Gresham selon lequel «la mauvaise monnaie chasse la bonne» n'est valable que si la mauvaise monnaie a cours légal et ne peut être refusée. Dans ce cas, en effet, la «bonne» monnaie est thésaurisée (et donc arrête de circuler) et la «mauvaise» devient très vite le seul moyen de paiement en usage dans l'économie. Mais les minibots que chacun est libre de refuser ou d'accepter n'entrent pas dans cette configuration. Il y a donc de fortes chances pour que les commerçants et les salariés refusent d'être payés dans une telle monnaie. Ainsi, la «mauvaise monnaie» des minibots risque fort de peu circuler en dehors des relations entreprises / administrations. Pour qu'elle circule, il faudrait soit en imposer l'usage (mais cela est contraire à l'appartenance de l'Italie à la zone euro), soit rémunérer les détenteurs avec un intérêt, ce qui la rendrait intéressante à détenir. Mais dans ce cas, si elle devient trop intéressante, elle risque alors d'être thésaurisée et de ne pas circuler non plus.

Est-ce un instrument politique pour l'Italie face à la Commission européenne, qui vient d'annoncer une procédure pour déficit excessif à son égard?

Oui, c'est une menace sérieuse. Le gouvernement se trouve actuellement face à des négociations difficiles avec la Commission qui pourrait imposer à l'Italie une amende pour déficits excessifs. L'adoption du budget avait fait l'objet d'une passe d'arme similaire à l'automne qui s'était soldée par un [compromis](#). Mais, depuis, l'Italie affronte un trou d'air économique et les déficits budgétaires s'aggravent. La Commission entend donc imposer de nouvelles mesures d'austérité, ce que le gouvernement refuse pour l'instant.

Payer ses créanciers directement avec des bons du trésor est un moyen de contourner les marchés financiers. En somme, les minibots pourraient partiellement désarmer la Commission.

Dans ces négociations, la Commission dispose d'un avantage décisif: celui des marchés financiers qui déterminent les taux d'intérêt auquel l'État italien emprunte. En effet, dès que la tension monte avec Bruxelles, le «spread» (qui mesure l'écart de taux entre l'Italie et l'Allemagne) augmente, ce qui signifie que l'Italie doit payer d'avantage pour emprunter. Or, avec une dette publique qui

dépasse 130% du PIB, le coût des intérêts est énorme. Pour s'en sortir financièrement, l'Italie doit compter sur les achats de titres publics de la Banque centrale européenne. Or, depuis la crise grecque de 2015, la BCE est apparue comme un acteur politisée. Autrement dit, il est impératif pour l'Italie de trouver un accord avec les autorités européennes si elle ne veut pas voir ses taux d'intérêt exploser et si elle entend continuer de bénéficier du soutien de la BCE.

Dans ce contexte, l'usage des minibots peut être utile. Payer ses créanciers directement avec des bons du trésor est un moyen de contourner les marchés financiers. Et comme il s'agit de titres émis sans intérêt, cela permet de réduire les frais financiers occasionnés par les dépenses publiques. En somme, les minibots pourraient partiellement désarmer la Commission. Mais ils seraient aussi perçus comme un casus belli de la part des autorités européennes, BCE comprise. L'Italie est-elle prête à la rupture, ce qui signifierait financer l'ensemble de ses dépenses publiques (dont le paiement des salaires des fonctionnaires) avec des minibots et, à terme, quitter l'euro? C'est peu probable.

Il serait aberrant, pour l'Italie, de vendre ses réserves d'or au moment où elle envisage de quitter l'euro.

Justement, l'Italie a-t-elle les moyens de quitter la zone euro? Quels sont les scénarios envisageables à l'heure actuelle?

L'euro n'a pas été fait pour qu'on le quitte facilement. Dans [10+1 Questions sur l'Union européenne](#), le livre que j'ai co-écrit avec Coralie Delaume, nous montrons toutes les difficultés qu'engendrerait une telle entreprise pour la France. Le cas italien est similaire au cas français. Il s'agit d'une grande économie industrielle ouverte aux autres pays européens. Rompre avec l'euro entraînera nécessairement un chaos économique et financier et une multitude de contestations juridiques de la part des créanciers floués.

Par ailleurs, les minibots ne peuvent se substituer à l'euro. [Contrairement à ce qu'affirme Jacques Sapir](#), je ne crois pas que, s'ils étaient émis, ils auraient vocation à circuler dans l'économie et à remplacer l'euro. Pour cela, il faudrait pouvoir les imposer non seulement dans les transactions internes, mais aussi vis-à-vis de l'étranger. Or, une monnaie fiscale ne peut être qu'une monnaie locale, éventuellement intéressante pour les contribuables, mais dénuée de tout intérêt dès lors qu'on ne réside pas en Italie et qu'on n'y paie pas d'impôt. Il faudrait donc

pouvoir convertir les minibots en euros, ce qui suppose de les adosser à une banque centrale et d'en faire une véritable monnaie.

Enfin, et surtout, je ne crois pas que le gouvernement italien souhaite sortir de l'euro. Le leader de la Lega et ministre de l'intérieur Matteo Salvini a récemment affirmé qu'il était envisageable de [vendre une partie des réserves d'or de la Banque d'Italie](#) pour faire face aux problèmes budgétaires italiens. Une déclaration à laquelle Mario Draghi a [répondu](#), faisant savoir que l'or de la Banque d'Italie n'appartenait pas au gouvernement italien et que toute vente ne pourrait se faire qu'avec l'accord de la BCE. Mais il serait aberrant, pour l'Italie, de vendre ses réserves d'or au moment où elle envisage de quitter l'euro. L'or est en effet de plus en plus recherché par les pays qui souhaitent s'affirmer sur le plan monétaire, comme la Russie ou la Chine qui en [multiplient les achats](#).

L'euro est une monnaie fragile, mal conçue, qui finira sans doute par éclater avec fracas.

Aussi, le scénario le plus vraisemblable est que l'Italie cherche à rééquilibrer en sa faveur le rapport de force très déséquilibré qu'elle entretient avec la Commission en avançant la menace des minibots. Mais je ne crois pas qu'elle ira jusqu'à leur émission et je ne pense pas qu'elle soit prête à quitter l'euro dans le contexte actuel. Il faudrait vraiment que la Commission défende une ligne intransigeante et humiliante pour que le gouvernement italien décide de mettre certaines de ses menaces à exécution. Pour l'instant, il n'a aucun intérêt à se fâcher avec les entrepreneurs ni à organiser le saut dans l'inconnu qu'impliquerait une sortie de l'euro.

Comment se porte l'euro? Si l'Italie en sort, cette monnaie a-t-elle encore un avenir?

L'euro est une monnaie fragile, mal conçue, qui finira sans doute par éclater avec fracas. Mais je ne crois pas que sa fin viendra d'une décision politique italienne, même s'il est évident que la sortie d'un grand pays comme l'Italie la condamnerait à courte échéance.

Je pense en revanche qu'elle aura du mal à survivre à la prochaine crise financière majeure qui touchera le continent européen. Mais il est très difficile de prévoir quand surviendra une telle crise.

::::

<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/minibots-la-monnaie-parallele-de-salvini-peut-elle-replacer-l-euro-20190610>

– Sur TWITTER : <https://twitter.com/hashtag/minibots>

AUTRES SOURCES

::::

<https://us.startpage.com/do/search?a=1&cat=web&language=francais&query=MiniB0Ts+site%3Afr.sputniknews.com&pl=ext-ff>

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Jacques SAPIR en parle dans ses tweets (apparemment il y a du changement au gouvernement italien comme je l'avais dit dernièrement, parce que COMTE n'a jamais été ans la ligne de la Lega et du Mouvement 5 étoiles.

Mais on peut faire les deux.

Limiter la dépense pour une année, et réinjecter 50 milliards (soit 3% du PIB italiens) dans l'économie via les mini-bots. De fait, si la CE maintient ses positions, cela va accélérer la création des mini-Bots.

– Jacques Sapir (@russeurope) [11 juin 2019](#)

“Si Bagnai est sur le point de remplacer Savona, c'est la confirmation que le gouvernement a décidé de réagir avec des armes lourdes à Bruxelles. C'est aussi un message pour

Mattarella. Le gouvernement ne reçoit pas les ordres de l'UE franco-allemande" [#Urgent](#)

A suivre de près <https://t.co/ug9IJ203eW>

– Jacques Sapir (@russeurope) [11 juin 2019](#)

 nbsp;

Oui, mais si il était nommé ce serait une indication d'un changement du rapport des forces.

Varoufakis avait évoqué les IOY (I Owe You) mais cela était resté une idée vague. Ici c'est bien plus développé avec les [#MiniBoTs](#)

– Jacques Sapir (@russeurope) [11 juin 2019](#)